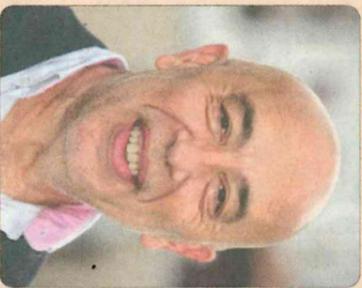


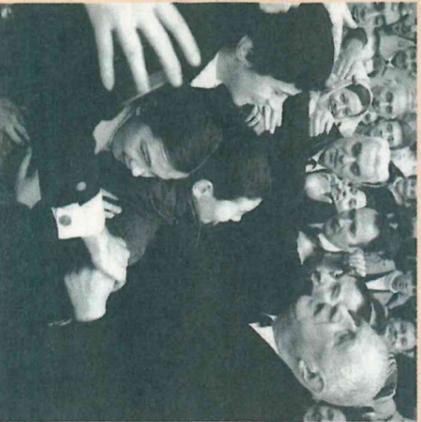
Henri LEVRÉRO

Le gaullisme : La capacité à être fidèle à ses idées



Soyez assurés de ceci : nous ne sommes ni passésistes, ni ringards. Nous ne sommes politiquement intéressés que par le concret du quotidien et par l'avenir. Mais pour être sûr de soi, il faut un socle solide.

Pourquoi donc le citoyen moderne discute-t-il à l'envi de communisme, du socialisme et du libéralisme et oublierait-il la doctrine gaulliste... ? Vous avez dit « doctrine ». Le gaullisme est-il une doctrine ? Beaucoup qui n'aiment pas la pensée du Général ou qui, abusivement, la vidient de toute substance pour « allumer des petits feux sous des petites marmites » le nient. De Gaulle lui-même, un jour, avait déclaré : « Vous me demandez : Y-a-t-il



© DR

une doctrine gaulliste ? Et bien... » en montrant d'un geste large les ors de son bureau : « Tout cela ! Le pouvoir... le pouvoir, ne serait que de l'épicerie s'il n'y avait pour nous tenir et nous guider, une idée, des idées réunies en faisceau, un dessin, une méthode. Alors ? Une idée, un dessin, une méthode, qu'est-ce donc sinon une doctrine ? » Je sais que nul n'a le droit de faire parler de Gaulle. Le Général disait pour se prémunir des exégèses abusives de sa pensée politique que seules ses paroles officielles et ses écrits comptaient. Mais pour reprendre une de ses amusantes formules, on peut ajouter : « Ce n'est pas rien ». Si de Gaulle a changé notre monde et la vision que nous en avons, c'est parce qu'en lui, cette force spirituelle qui le portait à l'action prenait sa source dans une philosophie politique. Cette philosophie, l'Histoire nous l'a léguée. De Gaulle c'est la France, son indépendance, sa souveraineté, son art de vivre. De Gaulle c'est l'Homme, sa « querelle » sa liberté absolue. C'est une volonté d'être citoyen qui donne corps à la nation. C'est la stabilité de l'exécutif et cette force de commandement qui n'appartient qu'à l'Etat. C'est l'Europe des Etats-Nations. Enfin de Gaulle rappelait l'essentiel : « Le progrès économique est la clé de tout, mais sa seule finalité est le progrès social ». Par là, tout est dit. N'oublions pas que le gaullisme est une transcendance. Un « rassemblement » où les Français travaillent « pour le mouvement dans l'ordre ». Ce choix politique, lui aussi appartient à la rhétorique de la « participation », clé de voûte du système

gaullien. C'est pourquoi je suis gaulliste. Je le reste absolument. Voilà donc le socle posé. Reste l'avenir. Heureusement les gaullistes ne sont pas démunis pour aborder les problèmes d'aujourd'hui et de demain car les vues que de Gaulle portait sur le problème social et sur la société, allaient bien au-delà de son siècle.

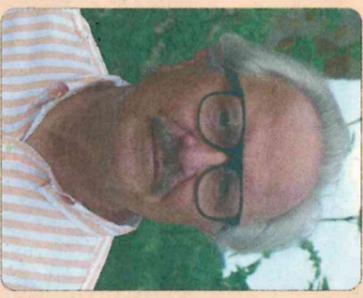
Ses conceptions philosophique - donner au travailleur sa pleine dignité - et politique - attaquer le mur de la lutte des classes - étaient trop révolutionnaires pour ses contemporains. Le Général était sans illusion « vous verrez, « ils n'en voudront pas... ». Son plus cruel échec politique fut de ne pas réussir à faire passer, dans la loi, le principe de la participation. Le référendum perdu de 1969 en fut la sanction. L'idée donc venait trop tôt. Trop tôt malheureusement. Et pourtant, aujourd'hui, que de conflits sociaux seraient plus facilement réglés si, en amont et à temps, la participation appliquée et mise en œuvre, avait donné à la négociation, dans l'entreprise et dans la branche, un cadre solide et souple à la fois. Il faut donc remettre l'ouvrage sur le métier. Le moment est venu. Mais ce serait réduire le champ d'action de la participation que d'en appliquer le principe à la seule entreprise, de le réserver au seul monde du travail, encore que cela soit prioritaire. La participation des citoyens est indissolublement liée à la vie de la cité, à la vie du quartier, à l'organisation de l'aménagement du territoire, à l'action politique enfin qui domine tout, du

compte rendu de mandat au référendum, étape capitale de la participation. Le référendum qui lui donne ses lettres de noblesse. Voilà donc la ligne mélodique de la participation. Reste à orchestrer chaque moment de l'ensemble. Que de réflexions à provoquer, de débats à organiser si nous souhations que les Français retrouvent le chemin des urnes. Que de travail à faire ! La prochaine mandature présidentielle devra préparer un nouveau contrat social dominant au citoyen, dans tous les moments de la vie de la nation, toutes les possibilités de sa pleine intervention, de sa pleine responsabilité, donc de sa pleine dignité. Il faudra bien, alors, pour négocier et écrire ce nouveau contrat social dont la société moderne a besoin, que les partenaires sociaux, les représentants de la société civile, impliqués sans relâche dans le quotidien, et les politiques se retrouvent une fois encore rue de Grenelle, comme en 1968. L'Homme au centre de tout ! Un dernier mot sur « les valeurs » du gaullisme. Une des plus belles - si rare dans ce monde de la politique, et si nécessaire - c'est la fidélité. La fidélité à des valeurs doit être matresse en politique. Le gaullisme, c'est la capacité à être fidèle à ses idées ce qui permet d'être libre face aux décisions que l'on a à prendre. Ça balaise l'opportunisme qui prévaut aujourd'hui.

■ rédaction@lspb.fr

Jean-Pierre BIDEGAIN

De plus en plus de jeunes « Font la Planche » !



Depuis quelques-uns sur les réseaux sociaux beaucoup de jeunes de nombreux pays, issus de la génération Z, professent une nouvelle idée du bonheur : « en faire le moins possible ».

Le mouvement a été lancé par des jeunes Américains qui professaient le choix de la décroissance, refusant de se « tuer au travail » avec une part de plus en plus importante de leurs revenus qui étaient à leur yeux confisqués pour payer une caste politique pléthorique dont le seul objectif était selon eux de réduire leurs libertés. Certains ont ainsi poussé à l'extrême ce refus de participer à la course à la croissance et ont fait le choix du survivalisme car selon eux cette course à la croissance et aux armements ne pourra se terminer que par la troisième guerre mondiale. Pour survivre à ce cataclysme il faut selon eux s'y préparer dès aujourd'hui d'où leur appellation de « survivalistes ». Le concept a été repris par certains jeunes Japonais sous le nom de « Hikikomori » qui font le choix de s'isoler de la société et de passer leur temps à jouer à des jeux vidéo. Il y a quelques mois, on a constaté que plusieurs centaines de milliers de jeunes Chinois s'enthousiasmaient pour ces concepts dans un pays où la course à la croissance oblige à vivre au rythme du 9-9-6. (9 heures du matin à 9 heures du soir au travail et cela 6 jours par semaine, soit 60 heures de travail par semaine). Bien sûr sur le papier la journée de travail est de 9h à 17h et cela cinq jours par semaine, mais les responsables obligent ouvriers et employés à pratiquer le 9-9-6 s'ils veulent conserver leurs emplois. Face à ce système les jeunes Chinois de la génération Z (né après 1975) se prononcent de plus en plus pour une vie sans ambition aux antipodes du productivisme affiché par le gouvernement communiste. Ils recherchent des emplois à temps partiel, à bas salaires, mais leur laissant un maximum de temps de loisirs.

femmes chinoises de 1,3 enfants par femme pouvant procréer et un taux de fécondité de 0,5 pour celles qui ont moins de 25 ans ! Or il faut un taux de 2 enfants par mère pour maintenir une population égale. Le nombre de Chinois est donc en diminution et dans certaines zones les usines commencent à avoir du mal à recruter des ouvriers ce qui fait grimper les salaires. Et la seconde conséquence, c'est l'impossibilité pour l'état chinois de mettre en place une retraite digne pour les travailleurs âgés du fait de la baisse des cotisations sociales encaissées pour payer les retraites du fait du refus de certains jeunes de travailler à temps plein.

Ce mouvement qui s'est développé en Asie ces derniers mois, est en train de se répandre dans plusieurs pays européens dont la France, où une partie de jeunesse refuse de vouloir s'enrichir, refuse de posséder, privilégie le temps libre et les vacances. On le constate avec l'explosion du nombre d'allocataires au Revenu de Solidarité Active (RSA) qui dépasse désormais les 2,2 millions soit 350 000 de plus en un an. L'an dernier 4,5 millions de foyers ont aussi perçu la prime d'activité mise en place par l'état. C'est dans le sud de la France que l'on trouve le plus grand nombre d'allocataires au RSA et notamment dans les Pyrénées orientales, l'Aude et l'Arège. Dans notre région, 4,3% le touche soit 565,34 euros par mois et par personne dont une proportion importante de jeunes et certains d'entre eux par choix. Adepte de ce refus de l'anxiété de perdre son emploi, de l'asservissement politique et économique de nos sociétés, ces jeunes jouent l'isolement et la structure de réseaux entre partisans de cette vision nihiliste de l'état. Ils préfèrent cultiver leurs légumes dans des jardins, vivre chichement mais libres de leurs mouvements, travailler ponctuellement pour ne pas se retrouver prisonniers de leurs boulots, refusent tout type d'emprunt auprès des banques pour rester libres. Au niveau politique, ce mouvement leur conseille de ne pas s'impliquer, de ne pas participer aux élections. On y retrouve certains slogans de Mai 68 comme « Elections pièges à cons » ou des théories comme celle de « la société du spectacle » de Guy Debord, où l'auteur voit dans la société de consommation une nouvelle forme d'aliénation où le spectacle sportif, économique et politique est au fond une idéologie économique qui empêche les hommes de choisir leur manière de vivre. Les jeunes femmes de cette génération Z font le choix de ne pas faire d'enfants pour préserver leur vie et refusent ce qu'elles appellent « la course à l'échafaud pour un meilleur job ». Au niveau économique ils font le choix de ne pas gagner plus que le maximum de revenu non-imposable, ils cherchent les petits boulots au noir, s'inscrivent au Revenu de Solidarité active qui était de 565,34 euros par personne depuis le 1er avril. Ce refus de s'impliquer dans la société est sans doute aussi l'une des causes de la très importante abstention des jeunes lors de nos dernières élections.

■ rédaction@lspb.fr